

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

30 Octobre 2003

Faits saillants

- La reprise de la production agricole engagée en 2001 en RDP de Corée s'est poursuivie. La production vivrière a connu cette année une légère amélioration par rapport aux trois années précédentes.
- Cette reprise s'appuie sur divers facteurs: des conditions météorologiques favorables en particulier au début de la campagne, une incidence relativement faible des ravageurs et des maladies des cultures, l'épandage accru d'engrais fournis au titre de l'aide internationale, l'amélioration des systèmes d'irrigation dans la principale région céréalière ("grenier à céréales") grâce à l'achèvement des travaux de construction du canal du lac Kechan-Taesong, financés par l'OPEC, l'amélioration de la fourniture d'électricité dans les stations de pompage pour l'irrigation et le développement de la mécanisation grâce aux disponibilités accrues de carburant et de pièces de rechange.
- La production céréalière en 2003/04 (y compris les pommes de terre en équivalent céréales) devrait atteindre 4,16 millions de tonnes, d'après les prévisions, ce qui représenterait la meilleure récolte depuis neuf ans, d'un volume supérieur de 4,7 pour cent aux estimations révisées de l'an dernier.
- Malgré la reprise enregistrée ces trois dernières années, la production intérieure se situe encore bien en dessous des besoins alimentaires minimums et le pays aura à nouveau besoin d'une aide alimentaire extérieure substantielle car ses capacités d'importations commerciales demeurent fortement limitées.
- Le déficit céréalière en 2003/04 (novembre/octobre) est estimé à 944 000 tonnes. Les importations commerciales sont évaluées à 100 000 tonnes, les importations à des conditions de faveur à 300 000 tonnes, essentiellement en provenance de la République de Corée et l'aide alimentaire à 140 000 tonnes. Il reste donc un déficit non couvert de 404 000 tonnes qui nécessite une aide alimentaire et des importations à des conditions de faveur supplémentaires.
- Pour faire face à ce déficit vivrier chronique, il est recommandé, outre la fourniture d'une aide alimentaire urgente, que la communauté internationale entame avec le Gouvernement un dialogue qui permettra d'établir un cadre propice à la mobilisation d'une assistance économique, financière et autre, nécessaire pour promouvoir la production alimentaire durable et la sécurité alimentaire générale.
- Sur la base des analyses de l'économie alimentaire des ménages, qui révèlent entre autres la vulnérabilité accrue des ménages qui dépendent du système de distribution public face à l'insécurité alimentaire, par suite de la baisse de leur pouvoir d'achat, la mission recommande de mobiliser 484 000 tonnes d'aide alimentaire (environ 400 000 tonnes en céréales) en faveur de 6,5 millions de personnes vulnérables durant l'année civile 2004.

1. VUE D'ENSEMBLE

Une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires s'est rendue dans le pays du 23 septembre au 4 octobre pour estimer la récolte de 2003, établir des prévisions concernant la production de blé, d'orge et de pommes de terre d'hiver et de printemps en 2004 et évaluer les besoins d'importations céréalières pendant la campagne commerciale 2003/04 (octobre/novembre), y compris les besoins d'aide alimentaire.



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE,
ROME**



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

La mission s'est entretenue avec les pouvoirs publics et les responsables des coopératives et elle a examiné les cultures sur pied et les récoltes déjà moissonnées qui sont encore dans les champs, pour évaluer les rendements. Elle a visité des écoles, des crèches et des hôpitaux, des centres publics de distribution de vivres et a interrogé des familles dans les villes et en milieu rural. Elle s'est rendue dans sept des 12 provinces du pays, qui assurent plus de 80 pour cent de la production nationale de céréales et de pommes de terre, à savoir Pyongan Nord et Sud, Hwanghae Nord et Sud, Pyongyang (districts et cantons ruraux), Kangwon et Hamgyong Sud. Elle a également eu des entretiens avec le personnel des organismes des Nations Unies, des ONG, des missions diplomatiques dans le pays, et aux fonctionnaires publics du pays, des provinces et des comtés. La mission a également utilisé des relevés des précipitations et des températures ainsi que des images à haute résolution prises par le satellite SPOT-4, afin de vérifier l'état de la végétation en 2003 par rapport aux années précédentes.

Cette année, les précipitations et la température au début de la campagne ont été plus favorables à la production agricole que l'an dernier. Cela a permis d'améliorer les rendements des cultures de printemps et de blé d'hiver semé fin 2002. Cela a également favorisé les travaux dans les pépinières et le repiquage du paddy et permis au maïs d'être semé et de s'implanter en temps voulu. Quelques inondations localisées ont été signalées, mais elles ont été beaucoup moins importantes que les années précédentes. Toutefois, vers la fin du mois d'août et durant tout le mois de septembre, les températures ont été inférieures à la moyenne et la couverture nuageuse supérieure dans la plupart des régions, ce qui a retardé la maturation des cultures et réduit les prévisions de rendements. Les ravageurs et maladies ont été signalés un peu partout cette année, mais leur incidence est restée généralement faible. L'amélioration de la fourniture d'électricité a permis d'améliorer le fonctionnement des stations de pompage pour l'irrigation; le nombre de rizières qui se sont desséchées durant la période de croissance a donc été inférieur aux chiffres des années précédentes et lorsque les coupures d'électricité se sont prolongées, les précipitations favorables ont permis la plupart du temps de surmonter le problème. Les épandages d'engrais ont augmenté à nouveau cette année et les fermiers ont utilisé davantage de tracteurs grâce aux disponibilités accrues de carburant et de pièces de rechange. Les travaux de construction du canal du lac Kechan-Taesong, financés par l'OPEC, ont été achevés cette année ce qui a permis d'améliorer les installations d'irrigation par gravité dans le "grenier à céréales". Ce phénomène, associé aux opérations de réaligement des terres dans les rizières, a permis d'améliorer les conditions et de rendre l'irrigation plus efficace.

Cette situation généralement favorable devrait entraîner une augmentation de 4,7 pour cent de la production vivrière estimative (céréales et équivalent céréales) en 2003/04 par rapport à 2002/03 (chiffres révisés) et permettre à la production alimentaire intérieure de continuer à s'améliorer par rapport aux faibles niveaux du milieu des années 1990. Il convient de signaler, toutefois, que les estimations des disponibilités alimentaires nationales pour l'année à venir incluent les prévisions des cultures semées au printemps et en hiver qui ne seront pas récoltées avant le second trimestre 2004. La part de ces cultures sur la production nationale totale devrait être de 12 pour cent environ. Les estimations de la production devront être révisées lorsque les résultats de ces récoltes seront connus.

En dépit de ces bons résultats, la production céréalière de 2003 reste très inférieure aux besoins minimums de consommation du pays. Le volume de la production céréalière totale estimative, y compris les pommes de terre en équivalent céréales, disponible pour la consommation durant la campagne commerciale 2003/04 (novembre/octobre) s'élève à 4,156 millions de tonnes. L'utilisation alimentaire, sur la base d'une population estimative de 23,62 millions d'habitants, et les autres types d'utilisation, sont estimés à 5,100 millions de tonnes. Cela laisse un déficit de 944 000 tonnes. Les importations commerciales ne devraient atteindre qu'une centaine de milliers de tonnes en raison des faibles capacités d'importations du pays, tandis que les importations à des conditions de faveur s'élèveraient à 300 000 tonnes et l'aide alimentaire annoncée ou dans la filière à 140 000 tonnes. Cela laisse un déficit non couvert de 404 000 tonnes qui obligera à importer des quantités supplémentaires à des conditions de faveur et au titre de l'aide alimentaire.

Bien que l'enquête nutritionnelle conjointe du Gouvernement, de l'UNICEF et du PAM effectuée en octobre 2002 ait signalé une amélioration de l'état nutritionnel général des enfants, les taux de malnutrition restent alarmants. Les disponibilités d'aliments de base restent insuffisantes, malgré l'accroissement de la production céréalière, ainsi que celles de denrées qui permettent d'avoir une alimentation plus équilibrée. Un autre problème est la détérioration ultérieure du pouvoir d'achat déjà insuffisant de nombreux ménages urbains dépendant du système de distribution public, qui ont été déplacés récemment ou sont sous-employés par suite des effets

transitoires des réformes économiques et qui doivent par ailleurs faire face à de forts accroissements du prix des aliments.

Il est donc nécessaire de continuer à effectuer les distributions ciblées d'aide alimentaire aux populations vulnérables pour éviter un retour aux niveaux de malnutrition précédents. Les enfants des orphelinats, les jardins d'enfants et des crèches, des écoles primaires, les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les personnes âgées doivent rester les principaux bénéficiaires de l'aide du PAM. Par ailleurs, il faut essayer d'atteindre les ménages à faible revenu dépendant du système de distribution public dans les zones très urbanisées, qui pourraient tomber dans l'insécurité alimentaire. Pour pouvoir identifier ces ménages, le PAM doit avoir accès à des données vérifiables sur les revenus, les prix, la taille des familles et d'autres informations qui lui permettront de compléter son analyse de l'économie alimentaire des ménages et de concevoir les modalités d'aide les plus appropriées. Récemment, le gouvernement a été moins réticent que dans le passé à fournir ces renseignements.

2. CADRE ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL ET AGRICULTURE EN RPD DE CORÉE

2.1 Situation macroéconomique¹

La reprise économique qui s'est amorcée en 1999 s'est poursuivie pendant quatre années consécutives avec des taux de croissance estimatifs du PIB de 1,2 pour cent en 2002 et de 3,7 pour cent l'année précédente (voir Tableau 1). Cette croissance des deux dernières années est due essentiellement à l'amélioration de la production du secteur agricole. Malgré cette croissance, le pays n'a pas encore retrouvé le niveau de revenu par habitant de 811 dollars E.-U. atteint en 1997. En 1998, la population a connu une baisse du revenu par habitant de près de 30 pour cent par rapport à l'année précédente. En 2002, le revenu par habitant a été estimé à 762 dollars E.-U. La RPD de Corée connaît une grave crise économique depuis le début des années 90 et une détérioration des conditions commerciales avec ses partenaires traditionnels de l'ex-URSS et avec l'Europe de l'Est, jointes à des catastrophes naturelles de grande ampleur qui ont affecté la production agricole en 1996, 1997 et 2000.

Le déficit commercial total s'est aggravé passant du faible niveau de 448 millions de dollars E.-U. en 1997 à un record de 1,02 milliard de dollars E.-U. en 2001 suivi d'une nette amélioration en 2002 avec 790 millions de dollars E.-U. (voir Tableau 1). Le commerce avec la République de Corée a beaucoup progressé avec le temps (non inclus dans le Tableau 1 ci-dessus). La République de Corée est devenue le deuxième partenaire commercial de la Corée du Nord, après la Chine, et l'une des principales destinations de ses exportations, pour la première fois. Cependant, ces progrès et d'autres évolutions positives comme l'amélioration du niveau nutritionnel des enfants qui ressort de l'évaluation nutritionnelle effectuée en 2002, ne sont pas suffisants pour régler les problèmes d'insécurité alimentaire chronique de l'ensemble de la population.

Tableau 1: RPD de Corée – Principaux indicateurs économiques, 1997-2002^{1/}

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Taux de croissance estimatif du produit intérieur brut (% de changement réel)	-6,3	-1,1	6,2	1,3	3,7	1,2
Agriculture, forêts et pêches: taux de croissance du PIB (% de changement réel)	-3,8	4,1	9,2	-1,9	6,8	4,2
PIB par habitant (\$ E.-U.)	811	573	714	757	706	762
Exportations totales de marchandises (m \$ E.-U.)	1 025	644	597	708	826	735
Importations totales de marchandises (m \$ E.-U.)	1 473	1 170	1 212	1 686	1 847	1 525
Déficit commercial total (m \$ E.-U.)	448	526	615	978	1 021	790

1/ À l'exclusion du commerce entre les deux Corée.

Source: Banque de Corée, Séoul et Agence de promotion des investissements commerciaux de Corée, Séoul (cité dans le rapport par pays 2003 de l'Economists Intelligence Unit).

¹ EIU; et Banque de Corée (Séoul).

2.2 Secteur agricole

En 2002, l'agriculture (forêts et pêches comprises) a fourni environ 30 pour cent du PIB (Banque de Corée). Les résultats de ce secteur ont été irréguliers avec des taux de croissance négatifs en 1997 et en 2000. Depuis plusieurs années, des catastrophes naturelles comme les sécheresses, les inondations, les raz de marée, la grêle, les cyclones et les hivers extrêmement rigoureux, ont affecté avec plus ou moins de gravité le secteur agricole et influé négativement sur la production alimentaire. Par ailleurs, l'instabilité du marché des changes n'a pas permis d'importer par voie commerciale d'importantes quantités d'intrants agricoles extrêmement nécessaires comme des engrais, des pesticides, des bâches en plastique, des pièces de rechange pour les machines, des pneus pour les tracteurs et les camions, du carburant, etc. Depuis des années la production nationale d'engrais baisse et ne couvre plus à présent qu'environ 10 pour cent des besoins totaux, rendant le pays de plus en plus tributaire des dons en engrais. Les rendements de la principale culture (paddy), qui s'élevaient à environ 7 ou 8 tonnes de paddy l'hectare dans les années 80, ont aujourd'hui diminué de moitié environ, en raison de la raréfaction des intrants agricoles. Afin d'accroître la production vivrière totale du pays, chaque parcelle de terre disponible est cultivée mais l'exploitation des terres marginales a pour effet pervers d'éroder les sols et donc de réduire encore leur productivité. Au cours des 8 dernières années, le déficit vivrier a oscillé entre 0,97 million de tonnes en 2002/03 et 2,2 millions de tonnes en 2000/01. Il est donc impératif d'accroître la productivité.

Près de la moitié des tracteurs sont en panne par manque de pièces de rechange, de pneus et de carburant. Les machines agricoles et les moyens d'irrigation, détériorés ou vieillissants, ont besoin d'être remis en état ou systématiquement remplacés. Les installations d'irrigation doivent être rationalisées, et reliées de préférence à d'importants réseaux utilisant la force de gravité. Afin que la production agricole s'accroisse de façon durable, il ne suffit pas de fournir une plus grande quantité d'engrais, il faut également introduire d'autres techniques agricoles novatrices et respectueuses de l'environnement (comme l'amélioration de la fertilité des sols avec de l'engrais vert, des produits de substitution des engrais chimiques, la rotation des cultures, la protection intégrée, un aménagement des politiques, etc.). Une double récolte de blé et d'orge, après le riz et le maïs (succession de céréales) sur des sols déjà épuisés ne peut assurer la durabilité à long terme. L'introduction de légumineuses dans la rotation des cultures est essentielle. Une aide accrue de la communauté internationale est donc nécessaire pour la remise en état des industries, de l'infrastructure et du secteur agricole.

2.3 Réajustement des politiques économiques

En juillet 2002, les pouvoirs publics ont annoncé une augmentation substantielle des salaires, des prix et des taux de change, qui étaient auparavant fortement subventionnés ou maintenus artificiellement à un faible niveau². Les produits agricoles ont aussi été touchés par ce réaménagement des politiques économiques. Les cours du riz et du maïs dans les centres de distribution publics sont donc respectivement de 46 wons et de 24 wons le kilo, contre environ 0,9 et 0,7 wons/kg auparavant. Les prix à la production après ce réaménagement sont de 29 wons pour le paddy (42 wons pour le riz) et 20 wons le kg pour le maïs. Les prix des différents intrants comme les semences, les engrais, les pesticides, le carburant, l'électricité, etc. ont grimpé mais semblent avoir représenté une incitation économique pour les agriculteurs. Les cultures de rapport comme le tabac et le coton sont relativement plus rentables que les denrées de base traditionnelles, toutefois, leur culture est limitée tant que les objectifs fixés pour les céréales de base n'ont pas été atteints.

Une importante réforme du marché a été introduite en juin 2003 car, pour la première fois, les marchés de producteurs sont reconnus officiellement. Outre les légumes, les pommes de terre et le maïs vert des potagers, une variété de biens de consommation sont vendus sur ces marchés. Toutefois, les agriculteurs n'ont pas directement accès à ces marchés pour vendre leurs produits de base (au-delà des quantités de céréales allouées pour la consommation familiale) car ces produits doivent être vendus à l'organisme d'achat public. Si ces marchés de producteurs sont autorisés dans tout le pays, ils auront un rôle important dans ce nouveau système basé sur l'intéressement. Il est recommandé que, outre la fourniture de l'aide alimentaire d'urgence requise, les pouvoirs publics et la communauté internationale engagent un dialogue d'ensemble pour créer un cadre propice à la mobilisation d'une assistance économique financière, et autre nécessaire pour promouvoir la production alimentaire durable et la sécurité alimentaire générale.

² Dans le cadre de ces politiques, les salaires ont été multipliés par 20 selon le type de travail et le taux de change est passé de 2,15 wons le dollar E.-U. à 151 wons le dollar E.-U.

Par ailleurs, la RPD de Corée a mis en place une politique de libéralisation économique contrôlée sur une échelle limitée dans trois zones administratives spéciales sélectionnées dans le pays. Il s'agit de Sinuiju dans le nord-ouest le long de la frontière chinoise, comme zone économique libre, de Mt. Kumgang dans le sud-est, comme zone touristique, et Kaesong dans le sud-ouest comme complexe industriel. Les transports sont améliorés et les réseaux routier et ferré sont à nouveau reliés à Séoul en République de Corée. Ces zones administratives spéciales devraient engendrer une croissance économique. Toutefois, cette expérience n'en est encore qu'à ses balbutiements et seul le temps dira si elle peut avoir une incidence sur l'économie.

3. LA PRODUCTION VIVRIÈRE EN 2002/03 (RÉVISION)

Les chiffres présentés dans le rapport de la mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires de 2002 incluaient des prévisions de production pour les cultures d'hiver et de printemps qui devaient être récoltées en 2003. Ces chiffres étaient fondés sur les prévisions des superficies cultivées et des rendements moyens établies à partir des données des cinq années précédentes. Les chiffres exacts (superficies cultivées et production) ont à présent été publiés par le Ministère de l'agriculture et leur inclusion dans le tableau pour 2002/03 a entraîné une légère augmentation de la production pour cette campagne par rapport au niveau prévu. L'étendue des cultures d'hiver et de printemps est inférieure de 20 000 hectares (près de 9 pour cent) aux prévisions. Toutefois, l'amélioration des rendements résultant des bonnes conditions météorologiques début 2003 a largement compensé cette baisse et le volume de la production, en céréales et en équivalent céréales, est supérieure de 82 000 tonnes (21 pour cent) au niveau escompté. Par rapport au volume total de la production annuelle pour l'année 2002/03, ces chiffres corrigés représentent un accroissement de la production totale de 2 pour cent sur une superficie récoltée inférieure de 1 pour cent aux prévisions.

La mission de 2002 n'avait pas inclus la production des potagers familiaux qui, pour 2003/04, a été estimée à 50 000 tonnes de céréales ou d'équivalent céréales pour l'ensemble du pays (voir la section "Potagers" ci-dessous). On est parti de l'hypothèse que la production des potagers familiaux a été à peu près la même pendant ces deux années, et on a rajouté ce chiffre au total de 2002/03, le portant à 3,969 millions de tonnes.

Les chiffres corrigés incorporant ces modifications figurent au Tableau 2 ci-dessous. Dans le présent rapport, les comparaisons avec la production de 2002/03 portent sur les chiffres corrigés.

Tableau 2: RPD de Corée – Superficie (milliers d’ha) et production (milliers de tonnes) de cultures vivrières (modification du rapport d’octobre 2002)

Province	Campagne principale, 2002										Doubles récoltes hiver/printemps 2002/03								Total annuel	
	Riz 1/		Maïs		Pommes de terre 2/		Autres céréales 3/		Total		Blé d’hiver		Orge de printemps		Pommes de terre de printemps 2/		Total partiel 4/		Total 4/	
	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.
Pyongyang	27	72	14	53	1	3	0.3	1	42	128	3	8	2	5	1	3	7	16	48	144
Pyongan Sud	98	239	61	215	7	20	2	2	168	476	7	21	6	13	15	40	28	74	195	550
Pyongan Nord	103	262	87	322	11	32	5	6	206	621	4	11	4	9	12	32	20	53	227	674
Jagang	7	15	37	119	1	5	5	9	50	148	0.1	0.2	0.1	0.1	3	7	3	7	53	155
Hwanghae Sud	150	394	80	308	16	50	5	5	251	757	19	50	11	24	21	60	51	134	302	891
Hwanghae Nord	48	117	69	228	5	15	1	1	123	361	12	26	6	11	15	34	33	71	156	432
Kangwon	36	70	37	95	3	7	1	2	76	173	5	11	2	3	9	20	16	34	92	208
Hamgyong Sud	60	129	48	154	7	21	9	15	124	319	4	9	2	3	21	48	27	60	151	379
Hamgyong Nord	25	51	47	104	12	34	3	6	87	196					2	4	2	4	89	200
Ryanggang	2	3	3	10	23	91	22	46	50	150									50	150
Kaesong	12	30	6	19	1	2	0.3	0.3	19	51	1	2	0.2	0.3	0.2	0.4	1	2	20	53
Nampo	15	40	7	24	3	6	1	1	25	71	3	7	1	3	1	3	6	13	31	84
Total	583	1 421	496	1 651	89	285	54	95	1 222	3 451	58	145	34	71	99	253	211	518	1 433	3 969

1/ Conversion à partir du paddy avec un taux d’usinage de 65 pour cent.

2/ Taux de conversion des pommes de terre en équivalent céréales de 25 pour cent.

3/ Sorgho, mil, et blé et orge d’été.

4/ Une superficie de 20 000 hectares et une production de 50 000 tonnes de pommes de terre et de maïs vert (en équivalent céréales) provenant des potagers ont été ajoutées aux cultures d’hiver/printemps et aux chiffres totaux de la production nationale. Les quantités de semis nécessaires ne figurent pas dans les chiffres de la production.

* S’agissant de chiffres arrondis, les totaux ne sont pas toujours exacts.

4. LA PRODUCTION VIVRIÈRE EN 2003/04

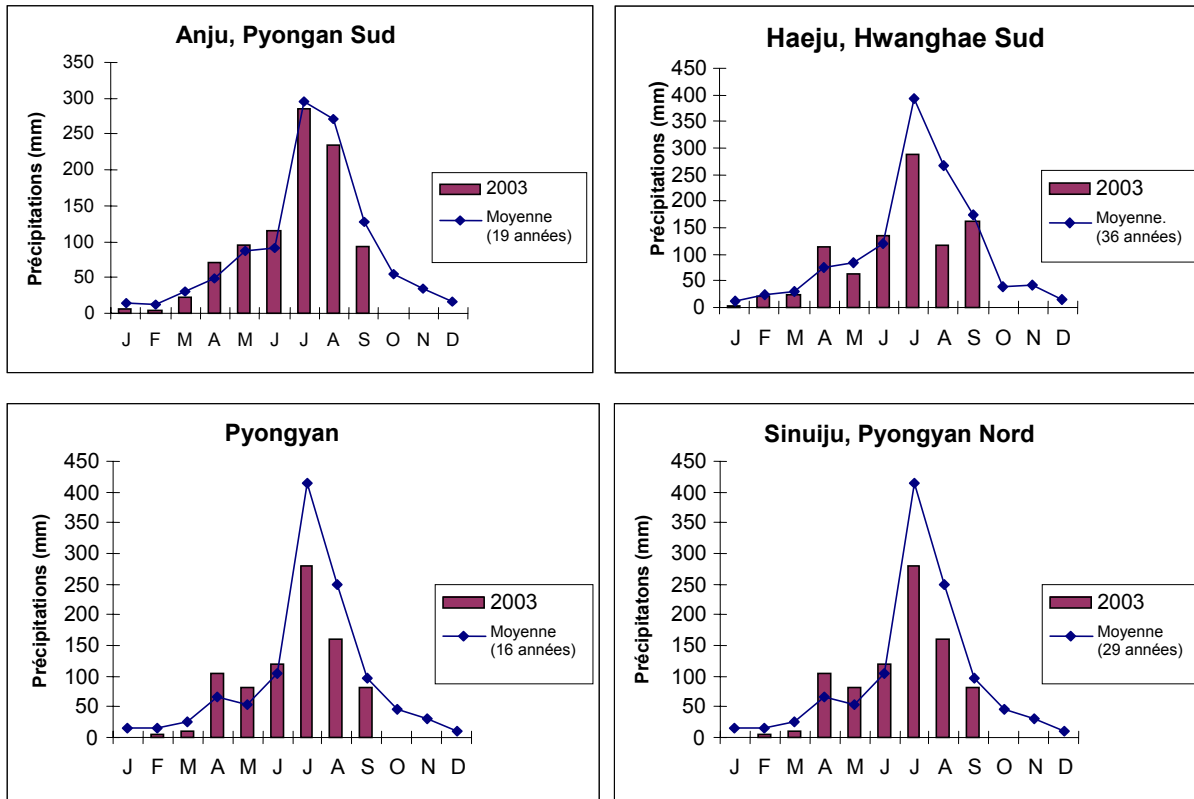
4.1 Climat

La péninsule coréenne a un climat continental. Les températures moyennes en RDP de Corée varient entre moins 19°C en hiver (Ryanggang en janvier, mois le plus froid) et 25°C en été (Hwanghae Sud en août, mois le plus chaud). Le nombre de jours sans gelées oscille entre 160 et 190 jours, selon l'altitude et la latitude, et détermine la durée de la campagne agricole et le choix des cultures. Les précipitations annuelles moyennes varient entre 600-980 mm dans le nord et le nord-est (provinces de Jagang, Ryanggang, Hamgyong Nord et Sud) et 880-1 300 mm dans le centre, le sud-ouest le sud-est (provinces Pyongan Nord et Sud, Nampo, Pyongyang, Hwanghae Nord et Sud, Kaesong et Kangwon). Près de 85 pour cent des précipitations tombent au printemps et en été et 60 pour cent se répartissent entre juin et septembre. Les cyclones sont fréquents et leurs répercussions se font sentir au moins une fois au cours de la période de végétation, généralement à la fin de l'été ou au début de l'automne.

La première partie de la campagne agricole 2003 a bénéficié de bonnes pluies qui ont été supérieures à la moyenne à de nombreux endroits en avril et en mai (voir Figure 1). Elles se sont accompagnées de températures généralement favorables et d'un temps ensoleillé. Début juin, les images envoyées par satellite (SMIAR FAO) indiquaient des niveaux de végétation supérieurs à la moyenne sur la plus grande partie du pays et cela durant tout le mois de juillet et une bonne partie du mois d'août. Certaines zones ont connu des problèmes localisés de répartition des pluies durant cette période, qui n'ont toutefois pas été très importants. Cependant, vers la fin du mois d'août, le temps est devenu plus nuageux et les températures, en particulier durant les heures d'obscurité, sont tombées au-dessous de la moyenne pour cette période de l'année. Cette association d'une température plus fraîche et d'une réduction des heures d'ensoleillement s'est poursuivie pendant tout le mois de septembre et jusqu'en octobre, retardant la maturation des cultures de la campagne principale d'environ 7 à 10 jours et réduisant les prévisions de rendement. Fin septembre, une grande partie du paddy n'avait pas encore été récoltée et une certaine quantité de maïs était encore sur pied. Le temps nuageux et humide a favorisé le développement des maladies des cultures comme les taches des feuilles et la pyriculariose du riz. Si les pluies se poursuivent en octobre la production de paddy pourrait diminuer du fait de l'accroissement des pertes après récolte dans les champs avant que les cultures ne soient ramassées pour le battage.

La RPD de Corée a eu la chance, à la mi-septembre, d'échapper à un cyclone qui a provoqué de terribles dégâts en République de Corée. Des vents violents et de fortes pluies se sont abattus sur les côtes de la RPD de Corée sous l'effet de ce cyclone mais les dégâts sont restés très limités.

Figure 1: Précipitations dans quatre provinces de la RPD de Corée (2003 et moyennes à long terme)



Sources: 2003 moyenne mensuelle des précipitations par province – Ministère de l'agriculture, RPD de Corée et **Données Moyennes** – FAOCLIM2 – Base de données mondiales agro-climatiques.

4.2 Superficie ensemencée

La superficie totale des terres en RPD de Corée est de 122 543 km² dont 17 à 18 pour cent sont cultivées, soit un peu plus de 2 millions d'hectares. On estime qu'environ 1,4 million d'hectares sont propices à la culture des céréales, 300 000 hectares sont affectés à la culture des légumes, quelque 160 000 hectares sont des vergers et une superficie importante est consacrée à diverses autres cultures vivrières et commerciales, comme le mûrier, le ginseng et le tabac. Il existe très peu de possibilités d'expansion des superficies cultivées. Les pouvoirs publics ont cherché à bonifier quelque 300 000 hectares de terres soumises à la marée ainsi que 200 000 hectares dans les zones de montagne, en aménageant des terrasses. Compte tenu des coûts élevés de cette opération, peu de progrès ont été réalisés pour l'instant, essentiellement en montagne. La démarche en cours pour remodeler les parcelles de terre a augmenté la superficie cultivée en riz d'environ 2 pour cent.

Paddy

Le paddy est la principale culture de la RPD de Corée tant pour la superficie ensemencée que pour la production (bien que la production de riz, converti à partir du paddy avec un taux d'usinage de 65 pour cent, soit inférieure à celle de maïs). Il est cultivé essentiellement dans le centre, le sud-ouest et le sud-est du pays (basses terres de Pyongan Nord et Sud, Hwanghae Nord et Sud, Pyongyang, Nampo et Kaesong, connues sous le nom de "grenier à céréales") et sur l'étroite bande côtière orientale comprenant une partie des provinces de Kangwon, et Hamgyong Nord et Sud. Des parcelles plus petites sont aussi cultivées dans les provinces de Jagang et Ryanggang.

Le riz est cultivé dans les plaines alluviales et en terrasses équipées de systèmes d'irrigation. La superficie cultivée est restée plus ou moins stable au cours de la dernière décennie. Les parcelles de paddy varient en forme et en taille. Toutefois, une opération d'uniformisation, province par province, a été engagée au cours des

quatre dernières campagnes, afin d'améliorer leur tracé. Dans de nombreuses plaines des provinces de Pyongan Nord et Sud, Pyongyang, Nampo, Kangwon et Hwanghae Sud, de petites parcelles d'une taille variant entre 0,25 et 0,5 hectare, ont été transformées et réaménagées en lots réguliers, bien délimités, d'une profondeur uniforme. D'après le Ministère de l'agriculture, le réaligement des terres a permis d'accroître la superficie totale cultivée en paddy de 60 000 hectares.

En 2003, la superficie cultivée en paddy était de 593 390 hectares, soit une augmentation de 1,8 pour cent par rapport à l'année précédente. En période de graves pénuries d'eau, la superficie des rizières peut être réduite etensemencée plus tard en soja ou toute autre culture plus résistante comme le sorgho et le millet. Mais cette année, cette superficie élargie a pu être bien utilisée grâce aux pluies généralement favorables et à la fourniture accrue d'électricité pour les stations de pompage servant pour l'irrigation.

Maïs

Le maïs, qui est surtout produit en culture pluviale, est réparti plus uniformément que le paddy. Jusqu'en 1998, les cultures de maïs occupaient environ 630 000 hectares; depuis, les pouvoirs publics ont abaissé les objectifs en vue d'éviter que cette culture ne soit pratiquée sur des terres à faible potentiel. Sur ces terres marginales, des céréales et des légumineuses ayant moins besoin d'eau ont remplacé le maïs tandis que, dans les zones plus productives, les légumes et les pommes de terre de la campagne principale sont maintenant intégrés dans la rotation des cultures. Ainsi, la superficie cultivée estimée à 494 996 hectares cette année est légèrement inférieure aux 496 390 hectares de l'an dernier.

Pommes de terre

Les pommes de terre sont cultivées au printemps (double récolte) dans la région du "grenier à céréales", et comme culture d'été, dans les régions montagneuses du nord (Jagang, Ryanggang), où la période végétative est plus courte. En double culture, les pommes de terres sont semées en mars-avril et récoltées en juin, alors qu'en culture principale elles sont semées en mai-juin et récoltées en août-septembre. Par suite de la réduction de la productivité des céréales de la campagne principale à la fin des années 90, l'étendue des cultures de pommes de terre a été accrue dans les principales zones agricoles pour tenter de stimuler la production de glucides. La disponibilité de semences est le principal facteur limitatif de l'expansion des superficies cultivées en pommes de terre car les semences doivent être entreposées pendant les mois d'hiver, saison particulièrement rude en particulier dans le nord du pays. L'antracnose a également fait de graves dégâts dans les cultures de pommes de terre dans certaines régions de même que les infestations de pucerons. La superficie maximale cultivable en pommes de terre de printemps et en pommes de terre de la campagne principale dans les conditions actuelles est d'environ 190 000 hectares. Les zones cultivées en pommes de terre de printemps et en pommes de terre de la campagne principale cette année ont été respectivement de 99 000 hectares et 89 000 hectares. En 2004, l'étendue des cultures de pommes de terre de printemps devrait être analogue à celle du printemps 2003.

Blé d'hiver et orge de printemps

Le blé d'hiver et l'orge de printemps sont cultivés dans toutes les provinces sauf celles de Ryanggang et Hamgyong Nord. Ce sont les principales céréales cultivées dans le cadre du programme de double culture engagé en 1996 conjointement par la FAO et le PNUD dans le cadre de l'effort gouvernemental de redressement de l'agriculture. Dans les conditions actuelles, on estime que ce programme est une stratégie efficace d'accroissement de la production vivrière. L'objectif de ce programme est de consacrer une partie des terres agricoles entre octobre et juin aux cultures précoces et hivernales de céréales et de pommes de terre qui laissent ensuite la place au maïs et au paddy de juin à septembre. L'intensification des doubles cultures a entraîné un accroissement des superficies vouées aux doubles cultures de blé d'hiver, d'orge de printemps et de pommes de terre de printemps, de 38 000 hectares en 1997 à environ 211 000 hectares en 2002/03 (soit une augmentation de près de 530 pour cent). Le blé d'hiver est ensemencé de fin septembre à mi-octobre, immédiatement après la récolte des cultures de la campagne principale. Les facteurs qui influent sur la superficie des cultures de blé d'hiver incluent les précipitations de l'automne, les disponibilités de semences, de courant électrique et de main-d'œuvre lorsque la demande est forte pour différentes autres opérations, en particulier la récolte du paddy. L'orge de printemps est semé en mars. Le blé d'hiver et l'orge de printemps sont récoltés durant la deuxième moitié du mois de juin. Une nouvelle expansion de 19 pour cent de la superficie

vouée au blé d'hiver – de 57 700 hectares à 68 500 hectares – est envisagée pour 2003/04, tandis que la superficie consacrée à l'orge de printemps en 2004 devrait rester équivalente au niveau de l'année précédente.

Autres cultures

Parmi les autres cultures importantes de la RPD de Corée, on peut citer le blé et l'orge d'été, le sorgho, le millet, le soja, le sarrasin, les légumes (surtout choux, épinards, radis, concombres, aubergines et tomates) et les fruits (surtout poires, pêches, abricots, pommes et kakis). De nombreuses exploitations ont également d'importantes plantations de mûriers. La brièveté de la période de végétation réduit les possibilités de rotation des cultures et favorise la monoculture céréalière.

Le blé d'été est cultivé dans les terres d'altitude de Jagang, Ryanggang, et Nord et Sud Hamgyong, où la période de végétation est relativement courte.

La superficie consacrée aux céréales secondaires comme le sorgho, divers types de millet et le blé et l'orge d'été dans les zones montagneuses s'est accrue cette année de 54 000 hectares à 60 000 hectares, soit un renversement de tendance par rapport à la baisse de l'an dernier. Les superficies consacrées au soja, généralement semé le long des rizières ou intercalé avec du maïs ou du sorgho semblent en expansion.

Potagers

Chaque ménage des coopératives agricoles est autorisé à disposer d'un jardin privé de 30 *pyongs*, soit une centaine de mètres carrés. Il y a environ deux millions de ces ménages dans le pays, ce qui représente une superficie totale de potagers de 20 000 hectares. Les cultures des potagers se composent essentiellement de pommes de terre et de maïs vert précoces, suivis par des légumes: choux, piments, radis et ail. La productivité de ces parcelles est généralement supérieure à la moyenne de celle des coopératives.

Production sur les terres en pente

En RDP de Corée, les terres agricoles sont réparties entre 3 295 coopératives et fermes d'État. Toutefois, ces dernières années, les pénuries incessantes de carburant et de nourriture ont amené à couper du bois de feu sur des terrains en pente puis à cultiver ces terres. La mise en culture de ces terrains en pente a provoqué l'érosion des sols fragiles dans de nombreux endroits.

Les précédentes missions d'évaluation des cultures et des disponibilités alimentaires n'ont pas pris en compte la production des terrains en pente ayant une déclivité supérieure à 15 pour cent où le bois est coupé pour servir de combustible domestique. Ce type de culture est illégal, mais les autorités ont évité d'intervenir à la fin des années 90 lorsque la production alimentaire intérieure était particulièrement faible et les familles durement frappées. Il semblerait que ce type de culture diminue actuellement et un reboisement extensif est en cours. Néanmoins, la culture des terrains en pente est clairement pratiquée dans de nombreuses régions du pays. Il est difficile d'estimer la contribution de ce type de culture dans la production nationale totale, mais les pouvoirs publics ont indiqué qu'ils s'efforceraient de l'évaluer l'an prochain. Des estimations établies à titre individuel à partir d'une simple observation du terrain indiquent que, dans les provinces de Hamgyong Nord et Ryanggang, ce type de culture devrait ajouter environ 30 pour cent et 20 pour cent respectivement aux superficies cultivées de ces provinces, dont les résultats sont publiés officiellement. Toutefois, les rendements (de maïs et de pommes de terre) sur les terrains en pente ne représenteraient que 25 pour cent de ceux qui sont obtenus sur les terrains plats des exploitations coopératives, par conséquent la contribution des terres en pente à la production ajouterait 5 à 8 pour cent supplémentaires, essentiellement sous forme de maïs. En l'absence d'informations quantitatives et en attendant les estimations que le gouvernement devrait publier l'an prochain, la mission n'a pas inclus ces terres dans le calcul de la production nationale pour 2003/04.

Élevage

Le nombre de chèvres, de lapins et de volailles s'est accru cette année, mais le cheptel de porcs et de bétail de trait dans les fermes coopératives est resté à peu près stable par suite de la pénurie d'aliments des animaux. Des populations de porcins sont conservées dans la plupart des fermes coopératives à des fins de reproduction en attendant l'amélioration de la situation alimentaire. Il semble que le nombre de porcins dans les élevages privés ait augmenté du fait d'une certaine libéralisation du marché car les porcelets sont une source de revenu pour les ménages.

Tableau 3: RPD de Corée – Cheptel, 1996-2003 (milliers de têtes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Changement en %	
									2003 par rapport à 1996	2003 par rapport à 2000
									Bétail de trait	615
Porcins	2 674	1 859	2 475	2 970	3 120	3 137	3 152	3 178	+19	+2
Ovins	248	160	165	185	185	189	170	171	-31	-8
Caprins	712	1 077	1 508	1 900	2 276	2 566	2 693	2 717	+282	+19
Lapins	3 056	2 740	2 795	5 202	11 475	19 455	19 482	19 576	+541	+71
Volailles	8 871	7 547	8 965	10 371	14 844	15 804	17 259	18 711	+111	+26
Canards	1 098	822	1 372	1 624	2 078	3 158	4 189	4 613	+320	+119
Oies	554	357	462	829	889	1 090	1 247	1 247	+125	+40

4.3 Moyens de production et intrants

Matériel végétal

En RPD de Corée, des semences de variétés appropriées de riz et de maïs hybride, produites par des coopératives spécialisées ou des fermes d'État, sont livrées à crédit chaque année aux coopératives de producteurs dans le cadre du système de distribution public. Cette année, les semences ont été livrées à temps et les semis ont pu être effectués aux dates prévues.

Le riz est traditionnellement planté dans les pépinières au début d'avril et repiqué fin mai ou début juin. Les densités de semis sont élevées – 150 kg l'hectare – pour compenser la faible fertilité du sol. Les bâches de plastique servant à protéger les jeunes plants des pépinières des faibles températures et des vents desséchants, ont été disponibles dans les mêmes conditions que l'an dernier. Toutefois, le temps a été meilleur cette année, les précipitations étant plus favorables et les températures légèrement plus élevées. Les variétés sont choisies de façon à compenser les conditions du sol dans lesquelles elles sont plantées. Par conséquent, ces dernières années des variétés ayant un rendement potentiel plutôt faible ont été semées, car la fertilité de la plupart des sols était inférieure au niveau optimal et l'humidité des sols risquait d'être insuffisante durant la période de croissance.

Le taux d'ensemencement du maïs hybride est d'environ 40 et 50 kg l'hectare, soit une densité de peuplement de 35 000 à 50 000 plants l'hectare.

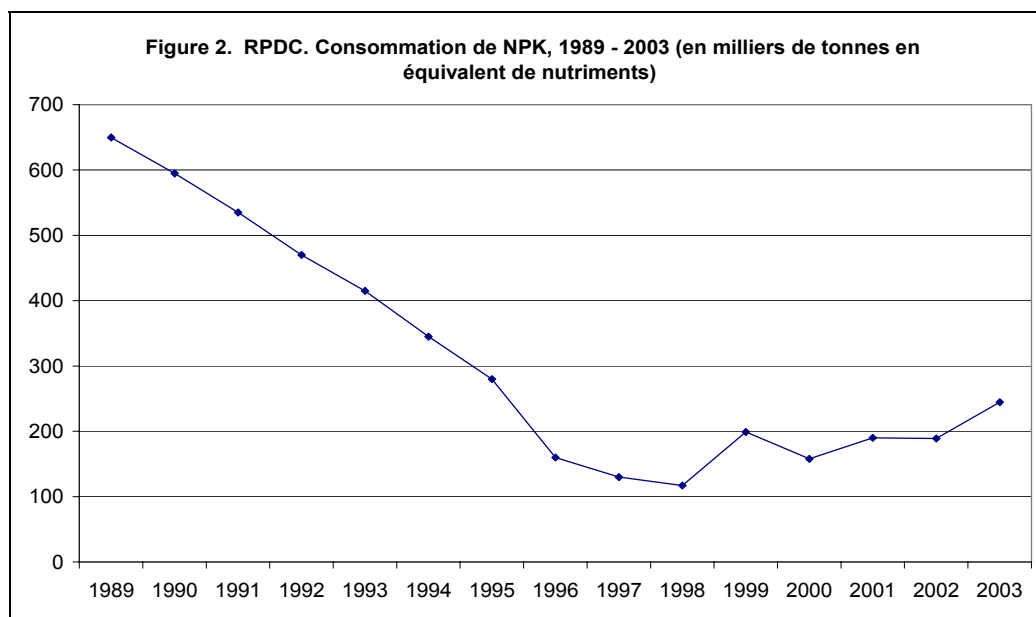
En RPD de Corée, les semences de pommes de terre sont généralement de mauvaise qualité et les taux d'ensemencement sont plus faibles que les niveaux recommandés car les disponibilités sont insuffisantes. L'habitude qui consiste à couper en quatre les tubercules pour qu'elles servent de semences a pour effet non seulement de réduire les rendements mais aussi de favoriser les maladies. Toutes ces difficultés entraînent une baisse des rendements qui s'établissent, au niveau national, autour de 10 tonnes l'hectare en poids de produit frais pour les cultures de printemps et à 12 tonnes l'hectare en poids de produit frais pour les cultures de la campagne principale.

Il semblerait que les disponibilités de semences soient suffisantes pour ensemercer les superficies de blé d'hiver prévues. Le taux d'ensemencement recommandé pour le blé et l'orge est de 150 kg l'hectare.

Engrais

Selon le Ministère de l'agriculture, 244 512 tonnes d'engrais (équivalent NPK) ont été utilisées pour l'agriculture en RPD de Corée en 2003, contre 189 000 tonnes seulement l'année précédente. Cet engrais a été fourni essentiellement au titre de l'aide humanitaire par la République de Corée, l'Union européenne, la FAO et diverses ONG. Un peu plus de 32 000 tonnes ont été produites en RPD de Corée et 37 706 tonnes ont été importées à titre commercial. Sur le volume total utilisé, 68 pour cent étaient de l'azote, essentiellement sous forme d'urée; 15,5 pour cent du phosphore; et 16,5 pour cent du potassium. Toutes les exploitations dans

lesquelles la mission s'est rendue ont signalé avoir pratiqué cette année des taux d'épandage supérieurs à ceux des années précédentes et supérieurs en moyenne de 10 pour cent au taux de 2002. Les exploitants ont invoqué principalement cette raison pour expliquer l'accroissement des rendements. Dans les provinces du grenier à céréales, les taux d'épandage ont varié en gros entre 380 et 500 kg l'hectare d'équivalent sulfate d'ammonium pour le paddy (environ 165 à 215 kg l'hectare d'urée, produit le plus fréquemment utilisé), avec des taux légèrement inférieurs pour le maïs.



La politique du gouvernement en matière de distribution des engrais repose sur deux principes de base: la distribution doit être équitable et, dans les limites des disponibilités, elle doit tenir compte des possibilités de production de chaque région. En conséquence, si un donateur offre des engrais en le destinant à une province en particulier, le gouvernement adaptera la part accordée à cette province à l'échelon national en fonction de ce principe directeur. Le tableau 4 indique l'utilisation d'engrais par province en 2003.

Tableau 4: RPD de Corée - Utilisation d'engrais (tonnes de nutriments) par province, 2003

Province	N	P	K
Pyongyang	5 615	1 297	1 392
Pyongan Sud	23 502	5 254	5 644
Pyongan Nord	26 558	6 199	6 528
Jagang	6 296	1 480	1 072
Hwanghae Sud	36 088	7 902	8 584
Hwanghae Nord	19 711	4 490	4 912
Kangwon	10 597	2 393	2 657
Hamgyong Sud	17 317	3 965	4 320
Hamgyong Nord	10 665	2 524	2 588
Ryanggang	5 986	1 424	1 458
Kaesong	473	116	137
Nampo	3 630	831	907
Total	166 438	37 875	40 199

Lutte contre les ravageurs et les maladies

Cette année, le paddy a été touché par plusieurs infestations de charançon aquatique. Selon les rapports, cet insecte nuisible aurait infesté une zone d'environ 400 000 ha et nui aux récoltes sur 150 000 ha dans les provinces de Hwanghae Nord, Pyongyang et Nampo. Dans la plupart des cas, il a néanmoins été possible de limiter les dégâts en vidangeant provisoirement les rizières. On signale également des tordeuses des feuilles,

dont il semblerait que la fréquence soit supérieure à la normale en bien des endroits. Les mesures de lutte ont, entre autres, consisté à pulvériser les cultures au nubacuron. La lutte contre les foreurs des tiges, dont la présence est globalement normale, passe souvent par l'utilisation d'éclairages nocturnes et d'abeilles parasites. Le flétrissement des gaines s'est généralisé, favorisé par des conditions atmosphériques couvertes et humides en fin de saison. On a observé quelques cas isolés de pyriculariose (là où les cultures avaient subi une immersion temporaire ou une humidité particulièrement forte) et de charbon.

Cette année, le principal ravageur des cultures de maïs a été le foreur des tiges, même si l'on signale également quelques cas de vers gris au moment des semis. Il a été possible de lutter efficacement contre les foreurs de tiges à l'aide d'éclairages nocturnes et d'abeilles parasites. On a en outre signalé des cas de pourriture du pied et de la tige en plusieurs endroits.

Selon les indications, les pommes de terre n'auraient subi aucune attaque exceptionnelle de ravageurs ou de maladie cette année.

La République populaire démocratique de Corée dépend des importations et de l'aide pour satisfaire ses besoins en substances chimiques à usage phytosanitaire. Selon le Ministère de l'agriculture, le pays a importé ou reçu 50 000 litres de deltaméthrine, 18 tonnes de quin chloride, 20 tonnes de NC-311, 50 tonnes de butachlor, 140 tonnes de MZ-965, 176 tonnes de nubacuron et 18 tonnes de MTS en 2003. La lutte intégrée suscite un intérêt de plus en plus marqué, tant du point de vue économique qu'environnemental, et la FAO vient de participer à des campagnes visant à encourager l'utilisation.

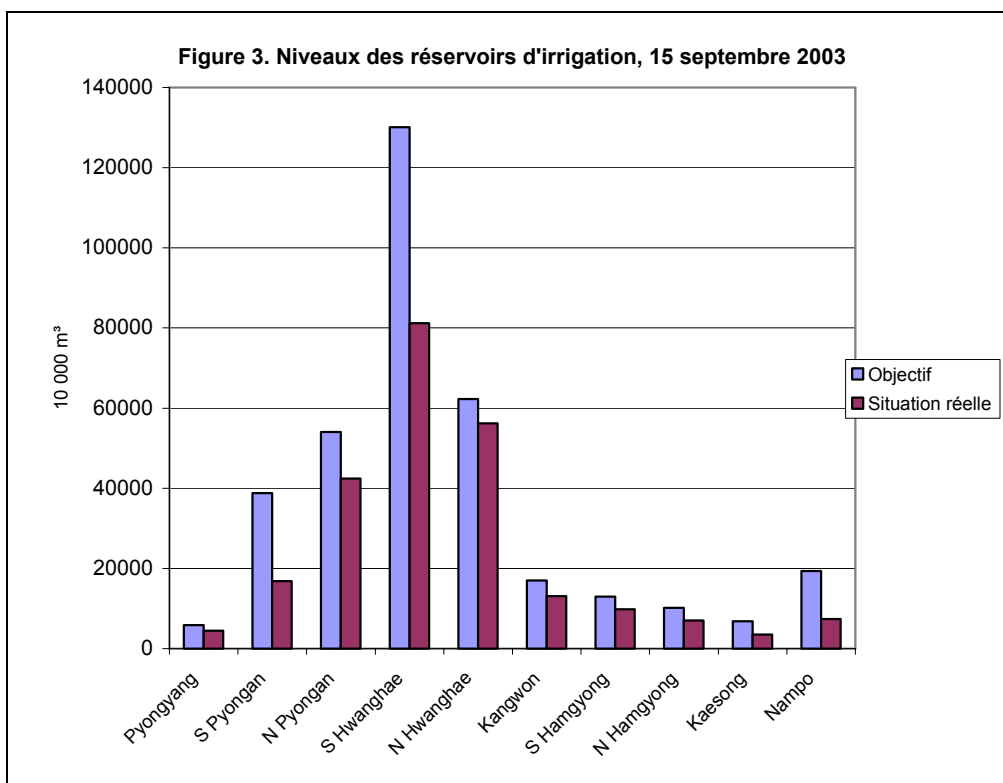
Énergie agricole

Le recours à l'énergie agricole s'est accru cette année, puisque 57 pour cent des 64 225 tracteurs que compte le pays, contre 55 pour cent l'année dernière, seraient désormais utilisables, grâce à une meilleure disponibilité du carburant, des pneumatiques et des pièces détachées. Cependant, la plupart des tracteurs en ordre de marche sont extrêmement anciens. Il semblerait que dans près de la moitié des cas, la préparation des terres dans les provinces du "Grenier à céréales" doit toujours se faire à l'aide d'animaux de trait, même si certaines exploitations ne réaliseraient pas moins de 70 pour cent de leurs cultures à l'aide de tracteurs. Les agriculteurs signalent par ailleurs une légère amélioration au niveau de l'approvisionnement énergétique cette année, ce qui revêt une importance toute particulière pour les stations de pompage et le battage.

Irrigation

Bien qu'une partie de l'irrigation passe par une alimentation par pesanteur, la plupart des réseaux dépendent de stations de pompage électriques. Certaines exploitations, pour leur irrigation, doivent s'appuyer sur un ensemble de dix stations de pompage, voire davantage, de sorte qu'elles sont très vulnérables aux pénuries d'eau. L'alimentation électrique s'est améliorée cette année, de sorte qu'il y a eu moins d'arrêts. De plus, les précipitations ont été raisonnablement bien réparties, ce qui a eu pour conséquence que les arrêts ont été moins graves qu'ils n'auraient pu l'être. Le niveau de l'eau dans les réservoirs du pays s'est avéré satisfaisant et atteignait 68 pour cent de la capacité en septembre 2003, un niveau nettement supérieur à celui de l'année dernière (voir Figure 3).

On continue d'assister à une amélioration de la situation à long terme des réseaux d'irrigation dans le pays. Le canal de Pyong-Nam, long de 148 km dans la province de Pyongan Sud vient d'être terminé et l'on a entamé la construction de deux canaux similaires (Pyongan Nord et Hwanghae-Kangwon Nord). Il s'agit de systèmes par gravité qui seront reliés au réseau existant, réduisant par-là le besoin de stations de pompage.



4.4 Rendements et production

Les paramètres des cultures vivrières pour 2003/2004 en République populaire démocratique de Corée figurent aux tableaux 5, 6 et 7. Les estimations relatives à la saison principale (riz, maïs, pommes de terres et d'autres céréales, comme le blé d'été, le sorgho et le mil, tableau 5) sont le résultat d'estimations du gouvernement, de discussions dans les exploitations, d'observation sur le terrain et de discussion avec d'autres institutions concernées par la production agricole. Les prévisions pour les cultures d'hiver et de printemps de 2003/2004 (récoltées en 2004, tableau 6) ont été calculées en tenant compte des zones de production ciblées par le gouvernement, de discussions dans les exploitations et des rapports concernant les récoltes récentes. Le tableau 7 présente le total de la superficie et de la production des cultures principales, des cultures d'hiver et de printemps et de la production potagère des ménages (voir ci-dessus).

Paddy

Cette année, le rendement du paddy à l'échelon national, environ 3,85 tonnes par hectare, a légèrement dépassé celui de l'année dernière, de 3,75 tonnes par hectare. Parmi les facteurs positifs qui ont influencé ces rendements, figurent de bonnes conditions météorologiques en début de saison, un recours accru aux engrais, une meilleure alimentation électrique et une mécanisation plus poussée. En revanche, un temps frais et nuageux en fin de saison et des dégâts provoqués par des ravageurs et des maladies ont eu des conséquences négatives sur le rendement. Une faible augmentation de la superficie et une légère amélioration des rendements permettent de prévoir pour cette année une production de paddy estimée à 2,284 millions de tonnes, soit une hausse de 4,5 pour cent par rapport à l'année dernière (2,186 millions de tonnes). Si l'on prend l'hypothèse d'un taux de conversion par usinage de l'ordre de 65 pour cent, cela nous donne 1,484 million de tonnes de riz.

Maïs

Cette année, les rendements moyens pour le maïs ont été de 3,48 tonnes par hectare, une hausse de 4,5 pour cent par rapport à la moyenne de 3,33 tonnes par hectare enregistrée l'année dernière. Parmi les facteurs qui ont contribué à une progression des rendements, figurent les bonnes conditions météorologiques en début de saison, la faible incidence des ravageurs et des maladies et le recours accru aux engrais et à la mécanisation. Récolté plus tôt que le paddy, le maïs a moins souffert du temps frais et nuageux de septembre. Selon les estimations, le pays a produit 1,725 million de tonnes de maïs cette année. Dans la mesure où la superficie consacrée à la culture du maïs était sensiblement équivalente à celle de l'année dernière, on peut affirmer que tous les gains de production (74 000 tonnes) proviennent d'une hausse des rendements.

Pommes de terre

Les rendements de la principale saison de pommes de terre ont été légèrement supérieurs à l'année dernière, avec 3,20 tonnes en équivalent céréales par hectare (environ 12,8 tonnes de poids frais). Il semblerait que cette piètre productivité soit principalement imputable à la mauvaise qualité des semences. À l'échelon national, la production de la principale saison de pommes de terre est estimée à 285 000 tonnes en équivalent céréales.

Les autres céréales (sorgho, mil, blé d'été et orge), cultivées sur moins de 5 pour cent de la superficie totale, ont enregistré une très forte progression de leur superficie et de leur rendement par rapport à l'année dernière.

Tableau 5: RPD de Corée - Production de la saison principale, 2003 (superficie en milliers d'ha, rendements en tonnes/ha et production en milliers de tonnes)

Province	Riz 1/			Maïs			Pommes de terre de la saison principale 2/			Autres céréales de la saison principale			Total	
	Superf.	Rend.	Prod.	Superf.	Rend.	Prod.	Superf.	Rend.	Prod.	Superf.	Rend.	Prod.	Superf.	Prod.
Pyongyang	27	2,5	67	14	3,6	50	1	2,8	2	0,5	2,0	1	42	121
Pyongan Sud	98	2,7	262	61	3,8	233	7	3,3	22	3	1,6	5	169	522
Pyongan Nord	103	2,6	268	87	3,8	331	11	3,0	33	5	1,8	10	206	642
Jagang	7	2,2	15	37	3,2	117	2	3,3	5	5	1,9	10	50	148
Hwanghae Sud	150	2,7	410	80	4,1	328	16	3,3	52	4	2,7	11	250	801
Hwanghae Nord	58	2,3	132	73	3,2	234	6	3,0	18	3	2,8	9	140	393
Kangwon	36	2,1	74	37	2,9	106	3	2,8	8	2	1,2	3	78	191
Hamgyong Sud	60	2,2	133	48	3,3	158	7	3,0	22	9	2,3	21	124	334
Hamgyong Nord	25	2,1	52	47	2,8	132	12	3,0	36	4	2,2	8	88	227
Ryanggang	2	1,6	3	3	2,5	9	22	3,5	79	22	2,3	50	50	140
Kaesong	12	2,4	29	1	3,3	3	0,1	2,9	0,3	0,2	1,3	0,3	13	32
Nampo	16	2,5	38	7	3,4	24	3	3,2	8	1	1,2	1	26	72
Total	593	2,5	1 484	495	3,5	1 725	89	3,2	285	60	2,2	129	1 237	3 623

^{1/} Taux de conversion par usinage de 65 pour cent ^{2/} La production de pommes de terre est en équivalent céréales; 1 tonne de pommes de terre = 0,25 tonne de céréales.

* Il se peut que la somme des chiffres ne soit pas tout à fait exacte en raison des arrondis.

Tableau 6: RPD de Corée - Prévisions de production pour la double saison d'hiver et de printemps, 2003/2004 ^{1/} (superficie en milliers d'ha, rendement en tonnes/ha et production en milliers de tonnes)

Province	Blé d'hiver			Orge de printemps			Pommes de terre de printemps 1/			Total 2/	
	Superf.	Rend.	Prod.	Superf.	Rend.	Prod.	Superf.	Rend.	Prod.	Superf.	Prod.
Pyongyang	3	2,5	8	1	2,1	3	1	2,7	2	5	13
Pyongan Sud	11	2,5	28	6	2,1	13	20	2,7	55	37	96
Pyongan Nord	13	2,4	32	10	2,1	20	19	2,6	50	42	102
Jagang	1	2,1	1	0	1,7	1	1	2,3	3	2	5
Hwanghae Sud	18	2,5	46	9	2,1	18	19	2,8	53	46	116
Hwanghae Nord	9	2,2	19	4	1,9	8	11	2,4	26	24	53
Kangwon	4	2,1	9	1	1,8	2	7	2,3	15	12	26
Hamgyong Sud	5	2,0	10	2	1,7	3	15	2,4	35	22	48
Hamgyong Nord	0,5	2,0	1	0,2	1,7	0,4	4	2,2	8	4	9
Ryanggang											
Kaesong	1	2,2	1	0,3	1,9	1	1	2,3	2	2	4
Nampo	3	2,2	6	1	1,9	2	1	2,3	3	5	10
Total	69	2,4	161	34	2,0	70	98	2,6	251	221	532

^{1/} La production de pommes de terre est en équivalent céréales; 1 tonne de pommes de terre = 0,25 tonne de céréales.

^{2/} La production potagère des ménages, qui représente 50 000 tonnes de céréales et en équivalent céréales sur une superficie de 20 000 ha, est comprise dans ce total national. En revanche, elle est exclue des besoins en semences.

* Il se peut que la somme des chiffres ne soit pas tout à fait exacte en raison des arrondis.

Tableau 7: RPD de Corée - Prévision du total de la production vivrière pour 2003/2004, y compris les potagers (superficie en milliers d'hectares, production en milliers de tonnes)

Province	Total	
	Superficie	Production
Pyongyang	47	134
Pyongan Sud	207	618
Pyongan Nord	248	743
Jagang	52	152
Hwanghae Sud	296	918
Hwanghae Nord	164	446
Kangwon	90	217
Hamgyong Sud	146	382
Hamgyong Nord	92	236
Ryanggang	50	140
Kaesong	15	36
Nampo	31	82
Potagers	20	50
Total	1 459	4 156

* Il se peut que la somme des chiffres ne soit pas tout à fait exacte en raison des arrondis.

Le tableau 8 donne la superficie, le rendement et la production des céréales et des pommes de terre (en équivalent céréales) pour la campagne de commercialisation 2003/2004 (novembre-octobre) et établit des comparaisons avec l'année précédente. Selon les prévisions, la production des cultures d'hiver et de printemps à récolter en 2004 devrait correspondre aux indications données plus haut.

Tableau 8: RPD de Corée - Superficie, rendements et production en 2003/2004 par rapport à 2002/2003 (superficie en milliers d'hectares, rendement en tonnes/hectares et production en milliers de tonnes)

Culture	2003/04			2002/03			% Variation en 2003/2004 par rapport à 2002/2003		
	Superf.	Rend.	Prod.	Superf.	Rend.	Prod.	Superf.	Rend.	Prod.
Saison principale:									
Riz ^{1/}	593	2,50	1 484	583	2,44	1 421	1,8	2,6	4,5
Maïs	495	3,48	1 725	496	3,33	1 651	-0,3	4,8	4,5
Autres céréales ^{2/}	60	2,15	129	54	1,76	95	11	23	36
Pommes de terre ^{3/}	89	3,20	285	89	3,20	285	0,1	0,3	0,3
Total	1 237	2,93	3 623	1 222	2,82	3 451	1,2	3,7	5,0
Saison hiver/printemps: ^{4/}									
Blé	69	2,35	161	58	2,49	145	18,1	-5,6	11,5
Orge	34	2,03	70	34	2,09	71	1,4	-2,7	-1,3
Pommes de terre ^{3/}	98	2,56	251	99	2,55	253	-0,8	0,3	-0,5
Potagers ^{5/}	20	2,50	50	20	2,50	50	0	0	0
Total	221	2,41	532	211	2,45	518	4,8	-1,9	2,8
Superficie totale récoltée et production	1 459	2,85	4 156	1 433	2,77	3 969	1,8	2,9	4,7

1/ Taux de conversion par usinage du paddy de 65 pour cent.

2/ Englobe le sorgho, le mil, ainsi que le blé et l'orge d'été.

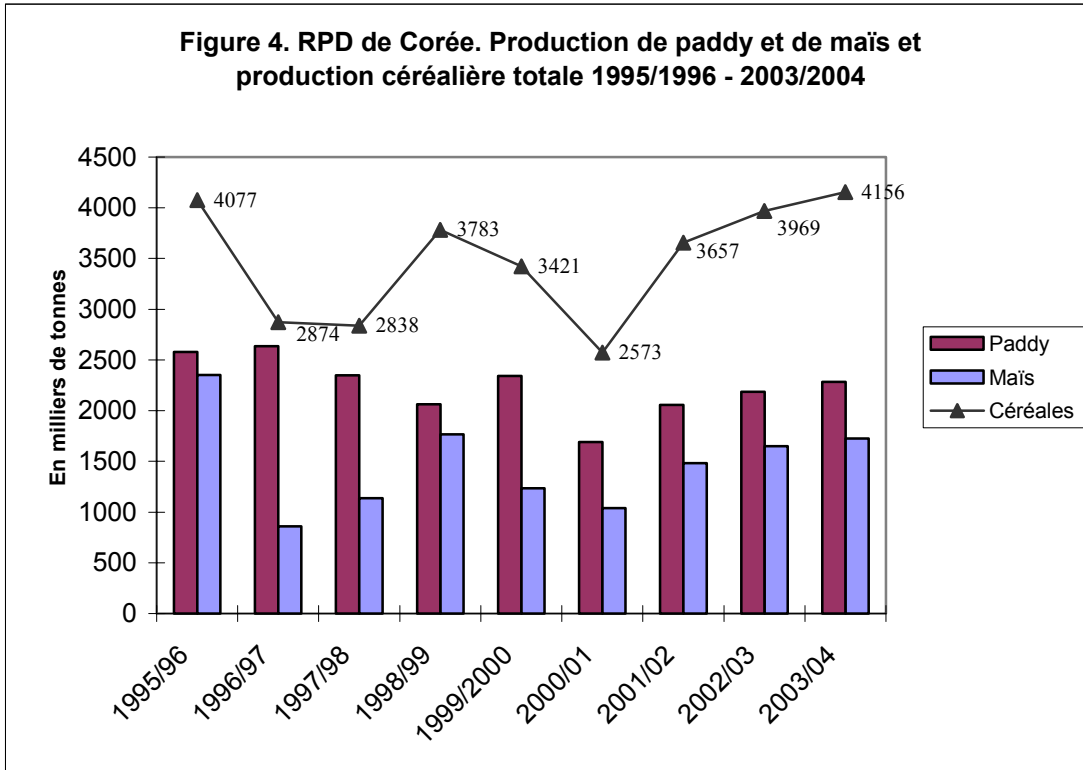
3/ Taux de conversion des pommes de terre en équivalent céréales de 25 pour cent.

4/ Sur la base des prévisions pour 2003/2004 et d'une révision des estimations pour la double saison 2002/2003.

5/ Englobe la production de pommes de terre et de maïs vert (en équivalent céréales). La production exclut les besoins en semences.

* Il se peut que la somme des chiffres ne soit pas tout à fait exacte en raison des arrondis.

La figure 4 indique la production totale de céréales (y compris le riz usiné et les pommes de terre en équivalent céréales) de 1995/96 à 2003/2004. Ces dernières années, la production de pommes de terre a pris de l'importance en République populaire démocratique de Corée et est venue s'ajouter au total dès 1998/1999. Les niveaux de production à long terme ont affiché une tendance négative entre 1995/1996 et 2000/2001, mais connaissent un redressement stable depuis lors.



5. PERSPECTIVES CONCERNANT L'OFFRE ET LA DEMANDE DE PRODUITS ALIMENTAIRES 2003/2004 (NOVEMBRE - OCTOBRE)

5.1 Bilan de l'offre et de la demande de céréales (2003/2004)

Le tableau 9 présente un bilan de l'offre et de la demande de céréales à l'échelle du pays pour la période allant de novembre 2003 à octobre 2004. Les hypothèses suivantes ont servi à la réalisation de ce bilan:

- une population de 23,62 millions d'habitants en avril 2004, au milieu de la campagne de commercialisation 2003/2004, chiffre obtenu en appliquant un taux de croissance annuel d'un pour cent aux estimations de la fin de 2001, de 23,08 millions d'habitants;
- des besoins de consommation de céréales de 167 kg/habitant (y compris les pommes de terre en équivalent céréales), ce qui représente environ 1 600 Kcal, soit 75 pour cent des besoins énergétiques journaliers moyens d'une personne (2 130 Kcal);
- des besoins en semences fondés sur les taux d'ensemencement appliqués en République populaire démocratique de Corée et sur les emblavures prévues en 2003/2004, à savoir:
 - paddy: 150 kg/ha (97,5 kg de riz) sur 593 000 ha
 - maïs: 45 kg/ha sur 495 000 ha
 - blé et orge: 200 kg/ha sur 163 000 ha
 - Pomme de terre: 625 kg en équivalent céréales/ha (= 2,5 t/ha) sur 187 000 ha (La superficie des potagers domestiques n'est pas reprise dans le calcul des besoins en semences.)

- des pertes après récolte de 15 pour cent. La détermination du niveau de ces pertes a constitué une pierre d'achoppement en RPD de Corée ces dernières années, puisque les estimations allaient de 2 à 30 pour cent, sans jamais se fonder sur des études quantifiées. Nombreuses sont les étapes au cours desquelles peuvent survenir des pertes importantes. Dans le cas du paddy, un report de la récolte risque d'entraîner un égrenage sur pied. À la fin de la récolte, la production est laissée dans les champs pour y sécher. Si la rizière n'a pas été suffisamment vidangée ou si de fortes précipitations suivent la récolte, il est possible que la production séjourne dans un environnement humide, favorable au pourrissement. Du reste, un report du ramassage de la récolte dans les champs l'expose à des attaques de rongeurs ou d'insectes. Des pertes peuvent également survenir lors du transport entre le champ et la batteuse. De plus, des batteuses anciennes ou mal réglées peuvent elles-mêmes occasionner des pertes. De leur côté, les retards de battage (très courants en raison des pannes d'électricité) peuvent provoquer des pertes du paddy entreposé sur tige. Enfin, des pertes sont possibles après le battage et l'ensachage, durant l'entreposage. Il semble néanmoins que la récolte fasse l'objet des plus grands soins à toutes les étapes et que les pertes soient réduites autant que la situation le permet. Toutefois, plusieurs éléments impondérables, comme la pluie et l'alimentation électrique, peuvent entraver les meilleurs efforts des agriculteurs. La Mission recommande la réalisation d'une étude visant à quantifier les pertes à chaque étape sensible. Entre-temps, et en l'absence d'une meilleure estimation, la Mission continue, comme les années précédentes, de fonder ses calculs sur une hypothèse de 15 pour cent de pertes;
- d'autres utilisations, représentant 3 pour cent des disponibilités totales;
- des besoins en céréales fourragères de 178 000 tonnes, conformément aux chiffres fournis par le Ministère de l'agriculture;
- un taux de conversion par usinage du paddy en riz de 65 pour cent;
- une capacité d'importation commerciale de 100 000 tonnes.

Tableau 9: RPD de Corée - Bilan céréalier (et en équivalent céréales) 1/ pour 2003/2004 (novembre/octobre) en milliers de tonnes

DISPONIBILITÉS INTÉRIEURES	4 156
Prélèvements sur les stocks	0
Production intérieure	4 156
- Production de la saison principale	3 623
- Production de la saison hiver/printemps	532
UTILISATION TOTALE	5 100
Alimentation humaine	3 944
Alimentation animale	178
Besoins en semences	230
Autres utilisations et pertes après récolte	748
BESOINS D'IMPORTATION	944
Capacité d'importations commerciales	100
Importations à des conditions de faveur <u>2/</u>	300
Aide alimentaire d'urgence reçue ou promise <u>3/</u>	140
Déficit à couvrir	404

1/ Y compris les pommes de terre en équivalent céréales.

2/ Importations de riz dans le cadre d'un prêt de la République de Corée.

3/ Y compris aide estimée à 100 000 tonnes de Chine.

* Il se peut que la somme des chiffres ne soit pas tout à fait exacte en raison des arrondis.

Au total, les besoins d'importation de céréales pour 2003/2004 sont estimés à 944 000 tonnes, en léger recul par rapport à l'année précédente (972 000 tonnes). Au cours des sept dernières années (1995/1996 à 2001/2002), les besoins d'importation de céréales (soit, le déficit vivrier national) ont dépassé le million de tonnes, culminant à plus de deux millions de tonnes en 2000/2001, année au cours de laquelle la récolte a été la moins bonne. L'écart n'a cessé de se réduire ces trois dernières années, mais il n'en reste pas moins proche du seuil du million de tonnes. Anticipant une nouvelle offre de prêt de riz de la part de la République de Corée, comme lors des années précédentes, le tableau prévoit 300 000 tonnes d'importations à des conditions de faveur pour les prochaines campagnes de commercialisation. Selon les estimations, 140 000 tonnes de céréales devraient être entreposées ou arriver après le 1^{er} novembre 2003 au titre de l'aide alimentaire. Il s'ensuit que le

déficit non couvert s'élève à 404 000 tonnes de céréales, qu'il faudra trouver par le biais d'une aide extérieure supplémentaire.

5.2 Besoins et rôle de l'aide alimentaire

Sécurité alimentaire des ménages

En octobre 2002, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, en collaboration avec l'UNICEF et le PAM, a réalisé une enquête nutritionnelle dans sept provinces et trois villes. Elle concernait les enfants de moins de sept ans et leur mère. Cette étude a fait ressortir une nette amélioration de l'état nutritionnel des enfants depuis la dernière enquête menée en 1998. Parmi les enfants étudiés, l'émaciation (rapport poids/taille) a vu sa prévalence chuter de 15,6 à 8,1 pour cent. L'insuffisance pondérale infantile (poids insuffisant par rapport à l'âge) ne concerne plus que 20,1 pour cent des enfants, contre 60,6 auparavant, tandis que la prévalence des retards de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge) est passée de 62,3 à 39,2 pour cent. Bien que ces chiffres traduisent une amélioration notable de la situation, ils n'en restent pas moins alarmants. Ainsi, l'OMS estime qu'une prévalence des retards de croissance supérieure à 30 pour cent constitue un grave problème de santé publique³.

La disponibilité des produits et des denrées alimentaires de base qui autoriseraient un régime plus équilibré demeure insuffisante, même en tenant compte de la progression attendue au niveau de la production céréalière. Plus grave encore, le pouvoir d'achat de nombreux ménages, qui ne leur permettait déjà pas d'acheter la nourriture nécessaire sur le plan quantitatif et nutritionnel, n'a cessé de se dégrader. Il est dès lors demandé de maintenir une aide alimentaire ciblée afin de prévenir tout glissement vers les niveaux de malnutrition que le pays a connus précédemment. Le manque d'accès à une alimentation riche en oligo-éléments inquiète fortement, de sorte qu'il conviendrait d'envisager la possibilité d'offrir aux enfants des aliments enrichis dans le cadre du programme de production vivrière locale du PAM.

Tendances générales

La Mission confirme que les populations urbaines restent les plus exposées. Selon de récentes analyses de l'économie alimentaire réalisées par le PAM, il s'avère que la moitié des ménages interrogés qui dépendent du système de distribution publique n'étaient pas en mesure d'assumer leurs besoins journaliers en calories et que, dans leur vaste majorité, ils ne disposaient que d'une très faible ration protéique. Certains signes montrent notamment que les ménages des travailleurs du secteur secondaire sont plus exposés que voilà 12 mois, une situation qui pourrait encore empirer à court et à moyen terme. Il semblerait que cette évolution, déjà prévue par la Mission d'évaluation des cultures et des approvisionnement alimentaires de 2002, soit l'un des premiers effets du processus d'ajustement des politiques économiques mis en œuvre en juillet 2002⁴, auquel s'ajoute une grave pénurie sur le plan de l'énergie et des matières premières.

Théoriquement, l'application d'un ajustement des politiques économiques devrait constituer une première étape positive vers une amélioration de l'efficacité générale de l'économie. Il serait néanmoins irréaliste d'espérer que tous en profitent de manière égale dans les premières phases. Au contraire, il est plus probable que certaines couches de la population subissent en réalité une détérioration immédiate de leur situation. Bien qu'il soit globalement impossible de quantifier l'incidence de ce phénomène, les discussions générales avec les responsables et les visites effectuées dans des familles laissent aux membres de la Mission l'impression qu'un grand nombre de ces ménages en subissent plus ou moins les conséquences⁵. Ce sont avant tout les ménages ouvriers n'ayant qu'un seul soutien économique et de nombreuses personnes à charge qui éprouvent des difficultés, puisque nombre d'entreprises sont incapables de payer l'intégralité des salaires en raison d'une insuffisance de la production ou des ventes et que les prix dans le système de distribution publique et sur le marché enregistrent une hausse proportionnellement plus marquée que celle des salaires. La situation est pire

³ OMS/Bureau régional de l'Asie du Sud-Est. Annexe 2. Nutrition en Asie du Sud-Est. Bureau régional de l'Asie du Sud-Est de l'Organisation mondiale de la santé 2000.

⁴ Ces effets devraient disparaître dès que les industries les plus vigoureuses seront en mesure d'absorber la main-d'œuvre des entreprises peu productives.

⁵ On a cité des chiffres allant de 30 à 50 pour cent des ménages dépendant du système de distribution publique.

encore pour les ménages dont les membres ne reçoivent aucune aide supplémentaire du PAM dans le cadre de l'opération d'urgence en cours⁶.

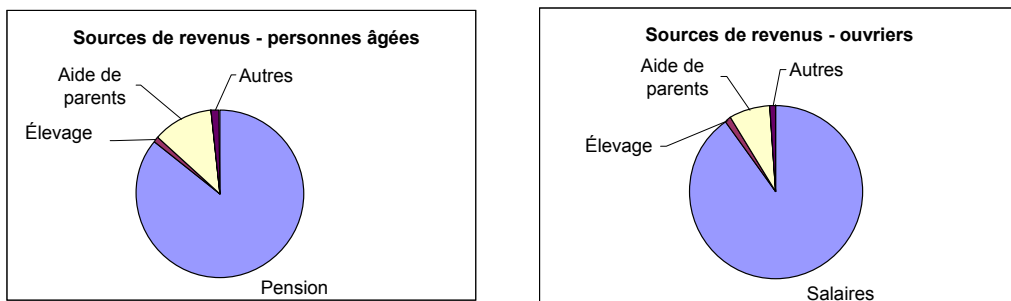
On pense que la dégradation de la situation en matière de sécurité alimentaire des ménages dépendant du système de distribution publique est plus grave dans les provinces du nord et du nord-est. Dans la mesure où leur économie repose avant tout sur le secteur industriel et/ou minier, il est probable qu'il s'y trouve davantage de travailleurs dans des entreprises non rentables qui ne pourront pas être facilement absorbés au sein de sociétés plus efficaces, de sorte qu'ils verront une baisse de leur pouvoir d'achat alimentaire qui durera plus que dans d'autres régions.

Accès aux denrées alimentaires de base: le système de distribution publique

Le système de distribution publique permet au gouvernement de diriger des rations de produits alimentaires de base à des prix fixes vers chaque membre des ménages non agricoles. Le gouvernement achète les aliments à des exploitations coopératives et, grâce à un transfert de produits alimentaires depuis les départements producteurs disposant d'excédents vers les départements à déficit vivrier, il vise à faire en sorte que les rations par personne soient identiques dans tout le pays. Le gouvernement a toujours comme objectif à long terme d'assurer, au travers du système de distribution publique, une ration de 575 grammes par personne et par jour mais, comme l'année précédente, les rations estimées et les résultats concrets sont nettement inférieurs. Le plan du gouvernement pour la campagne de commercialisation 2002/2003 était de 270 grammes. La moyenne effective jusqu'en septembre 2003 a été de 319 grammes (18 pour cent de plus que les prévisions), manifestement grâce au prêt à des conditions favorables de 400 000 tonnes de riz que le pays a obtenu de la République de Corée⁷.

Cette ration ne couvre toutefois que la moitié, environ, des besoins caloriques d'un ménage ouvrier. Selon les estimations du gouvernement, il sera possible de fournir une ration journalière de 300 grammes en 2003/2004, sauf durant une partie (juin - juillet) de la période de soudure (avril - août/septembre), pendant laquelle il est plus que probable qu'elle soit ramenée à 250 grammes, faute d'un autre prêt important ou d'une forte augmentation des achats commerciaux.

Il ressort de l'analyse des entretiens menés par le PAM avec des ménages d'agriculteurs, d'ouvriers et de retraités, ainsi qu'avec des groupes de représentants de ces ménages dans le cadre des discussions avec les groupes ciblés, qu'en dehors des salaires et des pensions de retraite, les ménages urbains disposent de très peu d'autres sources de revenus (voir graphique ci-dessous).

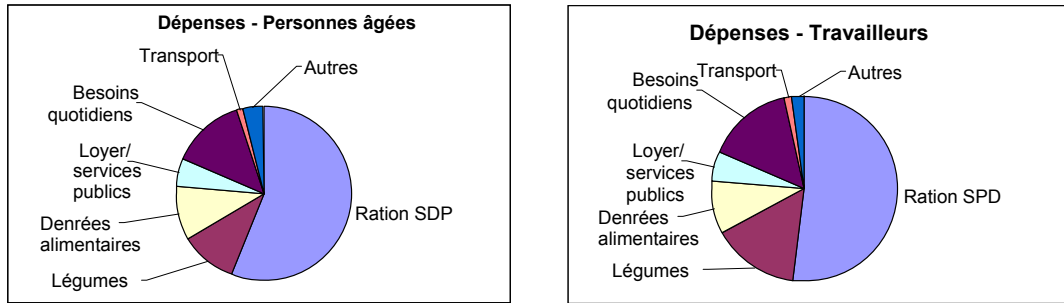


L'analyse révèle également que ces travailleurs et ces personnes âgées dépendent, en moyenne, 70 à 80 pour cent de leur revenu total pour l'achat de nourriture, dont 50 à 60 pour cent rien que pour les denrées alimentaires provenant du système de distribution publique. La part des dépenses relevant du système public dans le total des dépenses alimentaires a enregistré une forte augmentation par rapport à la situation qui prévalait avant l'ajustement des politiques économiques. Ce dernier a, en effet, entraîné une hausse

⁶ Les potagers familiaux et l'aide apportée par des parents soulagent quelque peu la situation, mais ce type de production reste marginal par rapport aux besoins journaliers et, même si elle est régulière, on estime que l'aide fournie par des parents cultivateurs couvre moins de cinq pour cent des besoins énergétiques des ménages.

⁷ La plupart des départements ont signalé que la ration du système de distribution publique est la même pour chaque membre des ménages, mais certains ont indiqué qu'il s'agissait de moyennes et que des rations différentes sont attribuées aux bénéficiaires en fonction de l'âge et de la difficulté de leur emploi.

disproportionnée du prix des aliments écoulés par le système public face aux salaires⁸. Cela signifie que les travailleurs concernés peuvent désormais consacrer une part moindre de leurs revenus pour compléter leurs disponibilités alimentaires de base.



De nombreux pauvres des villes se heurtent au fait que les revenus en espèces qui subsistent après le paiement des rations de base du système de distribution publique et des besoins journaliers non alimentaires ne suffisent pas à acheter assez de nourriture, en raison des prix élevés sur les marchés de consommation. Néanmoins, une famille de quatre personnes (mari, femme, bébé et belle-mère) ayant un revenu cumulé de 5 000 wons/mois et bénéficiant d'une aide supplémentaire du PAM pour la mère allaitante, est en mesure d'acheter sur le marché de consommation le complément de riz dont elle a besoin chaque mois pour couvrir ses besoins énergétiques (de même que d'autres denrées alimentaires), même si les prix sont trois fois plus élevés que dans le système de distribution publique. Toutefois, à défaut d'une aide du PAM, cette famille se verrait dans l'impossibilité d'acheter la totalité du riz supplémentaire nécessaire, sans même aller jusqu'à des denrées alimentaires plus nutritives. La situation est plus pénible encore pour un ménage comptant deux enfants et un seul soutien économique, qui dépense 65 pour cent d'un revenu mensuel de 2 000 wons pour acheter sa ration de céréales par l'intermédiaire du système de distribution publique et qui ne dispose pas de liquidités suffisantes pour acheter des céréales supplémentaires sur le marché de consommation, sans parler de denrées alimentaires nutritives. Il en va de même pour une personne âgée qui vit seule et ne reçoit que peu ou pas d'aide de parents.

À ce problème viennent s'ajouter ceux que rencontrent les entreprises pour payer l'intégralité des salaires. Les fonctionnaires et les familles bénéficiaires interrogés ont signalé que nombre d'entreprises et de départements ne sont actuellement en mesure de payer que 50 à 80 pour cent des salaires ordinaires. Il se peut que cela soit un effet temporaire des réformes économiques. Quoi qu'il en soit, un plus grand nombre de personnes dépendant du système de distribution publique voient, deviennent vulnérables dans ces circonstances.

La situation est tout particulièrement précaire pour les femmes enceintes et allaitantes, de même que pour les enfants en bas âge, dans la mesure où les ménages disposeront de moins de liquidités pour acheter les aliments permettant de couvrir leurs besoins alimentaires spécifiques. Du reste, de nombreuses personnes âgées auxquelles leur famille n'apporte aucune aide supplémentaire restent exposées, compte tenu de l'insuffisance de leurs pensions de retraite. Le maintien d'une assistance à ces catégories ciblées par le PAM est dès lors essentiel pour éviter un renversement des tendances positives que l'on observe depuis peu sur le plan des niveaux nutritionnels.

⁸ Après l'application, en juillet 2002, de mesures d'ajustement des politiques économiques, les prix du système de distribution publique ont augmenté de 35 à 50 fois, contre seulement 20 fois, environ, pour les salaires (voir paragraphe 2.3). Dans l'industrie, les salaires des travailleurs vont de 1 500 à 3 000 wons par mois, la moyenne étant d'environ 2 100 wons mensuels pour un salaire complet et régulier. Les médecins, les mineurs, les ingénieurs et les travailleurs des industries lourdes plus rentables gagnent davantage (les salaires vont de 3 000 à 8 500 wons par mois) et l'on peut penser qu'ils sont moins touchés par les mesures d'ajustement économique (en fait, les travailleurs des industries les plus rentables devraient, dans les faits, en profiter). Une pension de retraite moyenne varie de 700 à 1 000 wons par mois.

Sources complémentaires de nourriture

- Magasins d'État et marchés de consommation

Les magasins d'État vendent des articles tels que le sucre, l'huile, le sel et la pâte de haricots. Au début de 2003, le Gouvernement a autorisé le libre-échange des biens de consommation sur les marchés agricoles (désormais appelés marchés de consommation). La Mission n'a pu visiter ni magasins d'État, ni marchés de consommation, mais il semblerait que les stocks des premiers ne suffisent pas à couvrir la demande, ce qui transparaît dans le fait que le Gouvernement accorde la priorité pour acheter aux couches les plus vulnérables de la population lorsque l'offre est trop faible. Du reste, chaque personne a droit à un contingent d'achats limité.

Selon les informations rassemblées, les prix sur ces marchés sont trop élevés pour permettre aux familles de compléter correctement leur régime. Ainsi, les prix du riz et du maïs seraient de 3 à 3,5 fois supérieurs à ceux en vigueur dans le système de distribution publique. Ils auraient plus ou moins doublé par rapport à 2002, ce qui témoigne d'une très forte érosion d'un pouvoir d'achat déjà bas. Il ressort des entretiens que le PAM a eus avec les ménages indiqués ci-dessus que les catégories les plus exposées (ouvriers et personnes âgées) ne peuvent se permettre d'acheter que des condiments et certains légumes, tandis que les agriculteurs achètent avant tout du poisson et des condiments, ce qui signifie qu'ils peuvent acheter des aliments plus nutritifs que les ouvriers et les retraités dépendant du système de distribution publique. Il faudrait davantage de renseignements sur l'offre et les prix du marché pour mieux appréhender la situation en matière de sécurité alimentaire des diverses catégories de ménages, mais ce qui précède donne une indication de la situation des ménages urbains qui dépendent du système de distribution publique.

- Potagers

Les informations collectées en 2002 et 2003 par le PAM et la République populaire démocratique de Corée et les renseignements que les fonctionnaires et les familles interrogés ont fournis à la Mission indiquent que près de la moitié des ménages dépendant du système de distribution publique possèdent un potager. Cependant, les ménages vivant au cœur des villes plus importantes n'y ont pas accès. En moyenne, ces potagers ont une taille de 10 à 11 pyongs (= 33 à 36 m²) et servent avant tout à cultiver des pommes de terre, du maïs, des légumes, des citrouilles et du soja. Les ménages qui dépendent du système de distribution publique consomment l'ensemble de leur production. Un potager de 10 pyongs apporte quelque 8000 Kcal au ménage par mois. Cela ne représente environ que 3 pour cent du total des besoins énergétiques quotidiens des membres d'un ménage moyen de quatre personnes. Cette production accroît en outre l'accès aux nutriments, quoique de façon marginale. Un quart des ménages interrogés possédaient également quelques poulets ou un porc.

- Sources de nourriture supplémentaires

Les gens pratiquent la cueillette de plantes de montagne ou d'herbes comestibles pendant une partie (avril - juin) de la période de soudure. Dès septembre, ils complètent leur régime par la cueillette de fruits à coque, principalement glands et pignes. Le complément alimentaire dont disposent ces ménages reste néanmoins marginal et ne représente, en moyenne, que 5 pour cent des besoins d'une personne.

Agriculteurs

Maintenant sa politique des années précédentes, le Gouvernement a accordé, en 2002/2003, 219 kg de céréales usinées à chaque membre des ménages d'agriculteurs faisant partie d'une coopérative. Cette mesure sera maintenue en 2003/2004 et permet de garantir une ration quotidienne de 600 grammes par personne. Par ailleurs, les ménages agricoles perçoivent une part du produit des ventes de l'exploitation coopérative, proportionnelle au nombre de jours de travail dans l'année de chaque membre actif du ménage. Ces montants varient d'une région à l'autre dans le pays, étant donné que toutes les exploitations agricoles ne sont pas en mesure de produire des quantités équivalentes, en plus du volume accordé à leurs membres. Du reste, la somme peut être nettement inférieure aux salaires des travailleurs. Il n'en reste pas moins que les ménages agricoles s'en sortent mieux, sur le plan de l'accès à la nourriture, que les ouvriers et les fonctionnaires dépendant du système de distribution publique, puisque leurs rations de céréales sont beaucoup plus importantes. De plus, presque tous les ménages qui composent les exploitations agricoles coopératives disposent d'un potager d'une trentaine de pyongs (100 m²), trois fois plus que ceux des ménages relevant du système de distribution publique. Ils peuvent ainsi produire des aliments destinés à leur propre consommation,

ainsi qu'à la vente sur les marchés de consommation et à l'aide de parents vivant en ville. Ils possèdent de surcroît davantage de têtes de bétail et de petits animaux que les habitants des villes.

Globalement, les familles d'agriculteurs disposent d'un meilleur accès à la nourriture. Certes, il est probable que certaines personnes s'en sortent moins bien que d'autres (celles qui, par exemple, ne sont pas en mesure de travailler un nombre suffisant de jours pour obtenir des revenus raisonnables), mais elles disposent d'une allocation en vivres complète, possèdent un jardin plus grand et davantage de têtes de bétail et de petits animaux. Du reste, l'environnement social leur sera plus favorable en cas de besoin. Toutefois, selon l'enquête nutritionnelle menée en 2002, les femmes enceintes et allaitantes des familles agricoles sont tout aussi exposées à la malnutrition que les femmes des villes, de sorte qu'elles devraient recevoir une aide complémentaire pour couvrir leurs besoins alimentaires.

Besoins et ciblage de l'aide alimentaire

Il convient de maintenir l'aide alimentaire aux catégories de population que le PAM assiste actuellement, de manière à prévenir toute dégradation des niveaux nutritionnels. Compte tenu de leurs besoins nutritionnels spécifiques⁹, les enfants accueillis en orphelinat, en crèche et en école maternelle et primaire, de même que les femmes enceintes et allaitantes, doivent rester les premiers bénéficiaires du PAM, tout comme les personnes âgées auxquelles leur famille n'apporte qu'une aide limitée, voire inexistante.

Il convient en outre d'accorder une attention toute particulière aux personnes à faible revenu qui dépendent du système de distribution publique et vivent dans des zones fortement urbanisées. Il se peut en effet qu'elles viennent d'être déplacées ou soient sous-employées en raison des réformes économiques. Une solution consisterait à cibler directement ces personnes et à leur fournir une aide alimentaire du PAM par le biais du système de distribution publique. La sélection pourrait s'effectuer en fonction de critères liés aux salaires et à la taille des ménages, informations qui sont disponibles à l'échelle départementale. Une autre solution consisterait à étendre l'actuel programme "vivres contre travail", dont les participants sont sélectionnés parmi les travailleurs des usines peu productives. Les fonctionnaires rencontrés dans le cadre de la mission ont confirmé qu'il était possible de mobiliser beaucoup plus de travailleurs. Toutefois, cette démarche peut se voir entravée par la difficulté à définir des modalités adaptées (en particulier dans les zones urbaines). Par ailleurs, les personnes qui ne sont pas aptes physiquement à un tel travail risquent d'être exclues. La Mission recommande la mise en place d'un programme de départ, relativement modeste, qui s'appuierait sur une distribution gratuite par l'intermédiaire du système public et sur une extension des activités du programme "vivres contre travail" dans les zones urbaines. Il convient d'élaborer les critères de sélection des bénéficiaires dans chacun de ces cas, de sorte que le PAM a besoin de données vérifiables sur les revenus, les prix et la taille des ménages, ainsi que d'autres renseignements pour pouvoir mener à bien son analyse sur l'économie alimentaire des ménages. La Mission a constaté que le Gouvernement était nettement plus ouvert à la discussion et disposé à fournir ces renseignements, ce qu'elle a fortement apprécié. Elle espère que cela permettra au PAM d'approfondir ses connaissances des pauvres des villes, ce qui servirait de fondement à une éventuelle extension de ce nouveau volet de l'opération d'urgence.

⁹ Bien qu'il soit difficile de quantifier les éventuelles répercussions sur les actuelles catégories bénéficiaires d'une baisse importante de l'aide alimentaire, des événements survenus à la fin de 2002, au début de 2003 puis au milieu de cette même année en donnent une idée. En effet, entre les derniers mois de 2002 et mars 2003, il a fallu suspendre les distributions de céréales à quelque trois millions de bénéficiaires de base en raison de l'absence d'approvisionnements de la part du PAM. Le gouvernement a, en partie, compensé ce déficit en transférant une part des rations du système de distribution publique aux crèches et aux écoles maternelles et en puisant sur ses propres ressources pour augmenter les rations destinées aux femmes enceintes et allaitantes. De même, certaines familles agricoles organisées en coopératives ont cédé à ces institutions une partie de leur nourriture.

Les recommandations relatives au nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire sont indiquées ci-après:

Tableau 10: RPD de Corée - Recommandations relatives au nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire (2004)

Orphelinats	
- Enfants	7 587
- Personnel d'encadrement	1 855
Femmes enceintes/allaitantes	297 955
Crèches	
- Enfants (6 mois - 4 ans)	983 734
- Personnel d'encadrement	89 431
Écoles maternelles	
- Enfants (5 - 6 ans)	505 172
- Personnel d'encadrement	33 678
Écoles primaires	
- Enfants (7 - 10 ans)	1 142 081
- Enseignants	67 180
- Bénéficiaires de rations supplémentaires par le biais du système de distribution publique	830 684*
Hôpitaux/Services pédiatriques	
- Enfants (6 mois à 16 ans)	66 911*
- Mères qui les accompagnent	21 101
- Personnel d'encadrement	1 328
Personnes âgées	709 553
Personnes à faible revenu dépendant du système de distribution publique	366 634
Vivres contre travail	
- Participants	725 000
- Personnes à charge	1 450 000
Interventions d'urgence	111 111
TOTAL	6 513 400

* Les bénéficiaires de rations supplémentaires au travers du système de distribution publique et les enfants hospitalisés ne figurent pas dans le total, dans la mesure où ils sont pris en compte sous la rubrique qui les concerne (crèches, écoles maternelles, écoles)

Au total, et compte tenu des chiffres indiqués, les besoins d'aide alimentaire sont estimés à 484 446 tonnes pour l'année civile 2004, dont 343 113 tonnes de céréales destinées à être distribuées et 57 309 tonnes de céréales qui seront transformées en aliments plus nutritifs.

L'objectif du programme recommandé restera d'affecter environ 50 pour cent de l'ensemble des ressources aux enfants de 6 mois à 10 ans des crèches, des écoles maternelles et des écoles primaires, ou des d'institutions telles qu'orphelinats ou hôpitaux. Dix pour cent des ressources seront attribués aux femmes enceintes et allaitantes et une quinzaine de pour cent aux personnes âgées, en particulier celles qui ne disposent d'aucune aide complémentaire de la part de parents.

La Mission menée en 2002 avait recommandé que le PAM, en concertation avec le Gouvernement, envisage d'intervenir directement sur le marché afin d'aplanir les fluctuations de prix. On observe en effet d'inquiétantes hausses des prix. Le PAM continuera de suivre cette situation de près et, le cas échéant, envisagera sérieusement des mesures d'intervention adaptées au fur et à mesure qu'il disposera de renseignements plus précis et que les conditions de fonctionnement s'amélioreront.

Contrôle

Le PAM/RPDC reste, parmi toutes les organisations internationales présentes en République populaire démocratique de Corée, celle qui touche le plus de personnes, grâce à ses cinq bureaux délocalisés dans le pays (Sinuiju, Wonsan, Hamhung, Chongjin et Hyesan) et chapeautés par le bureau principal de Pyongyang, à près de 45 fonctionnaires recrutés sur le plan international et à un accès à 162 des 206 départements du pays (85 pour cent de la population totale).

Certaines questions restent préoccupantes:

- Le PAM ne dispose d'aucun renseignement à propos de la situation alimentaire des personnes qui vivent dans les départements inaccessibles, de sorte que l'on peut s'inquiéter du fait que certaines personnes très vulnérables ne bénéficient d'aucune aide;
- En dépit de multiples demandes, le Gouvernement n'a toujours fourni aucune liste exhaustive de toutes les institutions qui profitent de l'aide du PAM;
- Le personnel du PAM n'est pas autorisé à sélectionner au hasard les personnes interrogées;
- Le PAM n'a pas accès aux marchés de consommation et aux magasins d'État, ce qui est indispensable pour dresser un tableau complet de la situation pour ses analyses sur l'économie alimentaire des ménages;
- Le Gouvernement refuse toujours d'octroyer des visas aux membres du personnel du PAM qui doivent être affectés en République populaire démocratique de Corée s'ils sont ressortissants du Japon, de Corée du Sud ou des États-Unis (un visa a été accordé à un citoyen de ce pays).

Ces restrictions entravent le contrôle et, par-là même, la confiance des bailleurs de fonds, ce qui fait peser de graves risques sur le financement futur du programme.

On relève néanmoins des tendances positives et prometteuses:

- L'évolution la plus importante vient du fait que le personnel du PAM dispose d'un meilleur accès aux informations nécessaires pour mieux évaluer la sécurité alimentaire des ménages, ce qui est à la base de toute amélioration du programme. Un premier pas a été franchi en 2002 et, en 2003, le PAM a pu obtenir des informations mieux structurées et normalisées grâce à un plus grand nombre de discussions avec les groupes cibles et d'entretiens avec des familles. Il s'agit notamment d'informations concernant les revenus des salaires, des traitements et des pensions de retraite, le prix que les ménages paient pour acheter des denrées alimentaires par les diverses filières et les sources complémentaires d'aliments, comme les potagers et l'aide fournie par la famille. Les analyses menées jusqu'à présent confirment que l'aide alimentaire du PAM vise les groupes les plus exposés.
- Du reste, et malgré l'épidémie de SRAS au début de 2003, qui a eu des répercussions négatives au niveau du nombre de jours de travail accordés au contrôle, le personnel a réalisé en moyenne 494 visites de contrôle entre janvier et septembre, soit une hausse de 11 pour cent par rapport à la même période en 2002. Autre point positif: le taux d'annulation de visites convenues à l'avance est passé de 5 pour cent en 2002 à moins d'un pour cent en 2003.
- Les conditions de travail du personnel international du PAM se sont encore améliorées depuis la Mission d'évaluation des cultures et des approvisionnements alimentaires de 2002. Dans la plupart des bureaux secondaires, le personnel jouit désormais d'une plus grande liberté de mouvement. De son côté, le bureau de Pyongyang a été relié à l'Internet, tandis que des antennes satellitaires de télévision ont été installées dans les bureaux secondaires.

Ces tendances positives montrent que la coopération entre le Gouvernement et le PAM ne cesse de s'améliorer, à l'instar de l'environnement de travail général du PAM. On espère que cette évolution servira de fondement à renforcement de la collecte d'informations quantitatives et qualitatives et à l'intégration de ce mécanisme dans les activités habituelles de contrôle menées par le PAM. Ce dernier sera ainsi en mesure i) de mieux s'assurer que son aide alimentaire est bien ciblée, ii) d'évaluer de façon plus précise les besoins des ménages à faible revenu dépendant du système de distribution publique et iii) de déceler plus rapidement l'apparition de nouvelles catégories susceptibles de nécessiter une aide.

À cette fin, il conviendrait que les ménages qui ne bénéficient actuellement pas d'une aide de la part du PAM soient également interrogés lors des visites de contrôle. Il faudrait de surcroît que les questionnaires du PAM soient utilisés pour collecter les données nécessaires d'une manière structurée et normalisée, afin de déceler, dès leur apparition, les tendances et les problèmes nouveaux.

Les fonctionnaires aux différents niveaux de la hiérarchie affichent toujours une certaine hésitation lorsqu'il s'agit d'autoriser des méthodes plus novatrices et structurées de collecte de l'information. Pour surmonter cet

obstacle, on pourrait s'appuyer sur des ateliers destinés à expliquer l'objectif de cette approche, ainsi que la valeur et l'utilisation de chaque information demandée. Cette remarque pourrait tout particulièrement valoir à mesure qu'il apparaîtra de plus en plus que cette démarche est celle qui convient le mieux pour cibler l'aide alimentaire et, dès lors, renforcer la confiance des bailleurs de fonds à l'égard des programmes d'aide.

Le présent rapport a été établi sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations provenant de sources officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'information le cas échéant.

*Henri Josserand
Chef, SMIAR, FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Courriel: gjew1@fao.org*

*Anthony Banbury
Directeur régional, ODB, PAM
Télécopie: 0066-2-2881046
Courriel: anthony.banbury@wfp.org*

Veillez noter qu'il est possible d'obtenir le présent Rapport spécial sur le site Internet de la FAO (www.fao.org) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/gjew1/>

Il est également possible de recevoir automatiquement, par messagerie électronique, les Alertes spéciales et les Rapports spéciaux, dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un message électronique à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans rien écrire dans la ligne "sujet" et en indiquant le message suivant:

subscribe SMIARAlerts-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlerts-L